

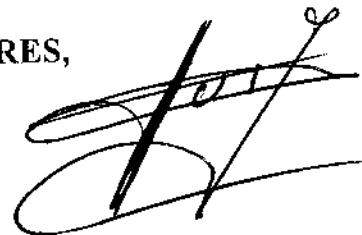
AS/HO
BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice

DECRET N° 2012- 529 /PRES/PM/MFPTSS
portant adoption du plan d'actions national
2011-2015 de lutte contre les pires formes de
travail des enfants au Burkina Faso.

Visa CF N° 0407
19-06-2012

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**



- VU** la Constitution ;
 - VU** le décret n° 2011-208/PRES du 18 avril 2011 portant nomination du Premier Ministre ;
 - VU** le décret n°2012-122/PRES/PM du 23 février 2012 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
 - VU** le décret n°2011-329/PRES/PM/SGG-CM du 06 juin 2011 portant attributions des membres du Gouvernement ;
 - VU** le décret n° 2011-465/PRES/PM/MFPTSS du 20 juillet 2011 portant organisation du Ministère de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale;
 - Sur** rapport du Ministre de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale ;
- Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 15 février 2012 ;

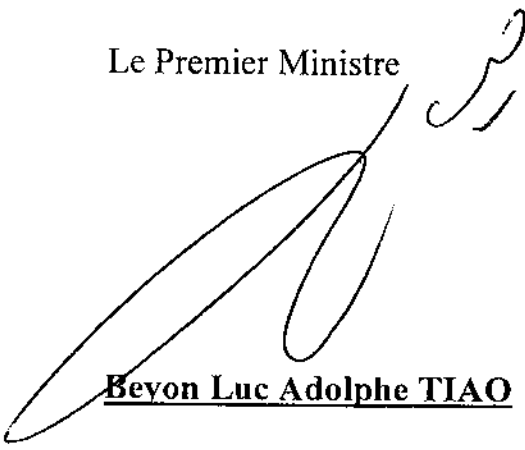
DECRETE

ARTICLE 1 : Est adopté le plan d'actions national 2011-2015 de lutte contre les pires formes de travail des enfants au Burkina Faso dont le texte est joint en annexe au présent décret.

ARTICLE 2 : Le Ministre de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 26 juin 2012

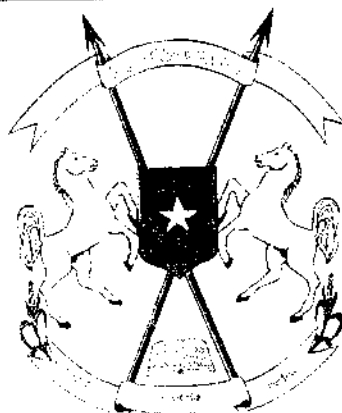
Le Premier Ministre


Beyon Luc Adolphe TIAO


Blaise COMPAORE

Le Ministre de la fonction publique,
du travail et de la sécurité sociale


Soungalo Appolinaire OUATTARA



**Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la
Sécurité Sociale (MFPTSS)**

**PLAN D'ACTIONS NATIONAL 2011-2015 DE LUTTE CONTRE LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS
AU BURKINA FASO**

REMERCIEMENTS

Le Gouvernement Burkinabè, à travers le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale, tient à remercier tous les acteurs nationaux et internationaux qui ont consacré de leur temps pour la réalisation de ce PAN.

Merci à toutes les structures gouvernementales pour leur appui constant depuis le début du processus, qui a permis des concertations régionales et nationales afin que tous les acteurs et partenaires de la lutte contre le travail des enfants soient impliqués et s'approprient ce document d'action national.

Merci aux partenaires techniques et financiers pour leur soutien et leur engagement dans la lutte contre le travail des enfants et ses pires formes, et en particulier, pour leur contribution à l'élaboration du présent cadre d'harmonisation des actions de lutte.

Merci à la société civile à travers les associations et les ONG qui ont accepté de faire de ce PAN leur instrument et leur guide dans leurs actions.

Merci aux partenaires sociaux (patronat et syndicats) pour leur engagement auprès des autres acteurs et du Gouvernement burkinabè pour ce combat contre le fléau du travail des enfants et surtout ses pires formes.

Un remerciement spécial au BIT, et plus précisément à son bureau régional de Dakar, qui a guidé le processus d'élaboration avec un suivi constant, à travers les échanges téléphoniques et électroniques, mais surtout par des déplacements à Ouagadougou.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	2
SOMMAIRE	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	5
PREFACE	7
1. INTRODUCTION	8
2. LE TRAVAIL DES ENFANTS AU BURKINA FASO	10
2.1. Qui est enfant?	10
2.2. Définition du travail des enfants et des PFTE	10
2.3. Incidence du travail des enfants	11
2.4. Causes du travail des enfants	12
2.4.1 Causes socio économiques	12
2.4.2 Défis liés au système éducatif et à sa faible rétribution	13
2.4.3 Causes socioculturelles	14
2.4.4 Pandémie du VIH/sida	14
2.5. Conséquences du travail des enfants	15
2.5.1 Conséquences individuelles : fragilisation de leur santé et de leur développement physique et psychologique	15
2.5.2 Conséquences familiales : un cercle vicieux du maintien dans la pauvreté	15
2.5.3 Conséquences nationales : Un frein au développement	15
3. LES REPONSES DU BURKINA FASO AU TRAVAIL DES ENFANTS	17
3.1. Au niveau étatique	17
3.2. Au niveau des organisations de la société civile et des partenaires sociaux	17
3.3. Au niveau des partenaires techniques et financiers	18
3.4. Au niveau des Collectivités territoriales	18
4. LES PRINCIPES DIRECTEURS	19
5. LES PRINCIPAUX DOMAINES D' ACTIONS IDENTIFIES, OBJECTIFS ET ACTIVITES RETENUS	20
Objectif Général.	20
5.1. Domaine d'action n°1 : La législation et sa mise en application	20
5.1.1. Enoncé du problème	20
5.1.2. Objectif 1 : Améliorer l'application des textes en matière de réglementation du travail des enfants	20
5.2. Domaine d'action n°2 : L'accessibilité des services de prise en charge des enfants victimes de PFTE	21
5.2.1. Enoncé du problème :	21
5.2.2. Objectif 2 : Améliorer l'accessibilité des services de prise en charge des enfants victimes de PFTE	22
5.3. Domaine d'action n°3 : Education et Formation professionnelle	22
5.3.1. Enoncé du problème	22
5.3.2. Objectif 3.1 : Promouvoir la scolarisation des enfants et particulièrement des filles	23

5.3.3. Objectif 3.2 : Offrir une formation professionnelle de qualité au profit des enfants non scolarisés et déscolarisés	23
5.3.4 Objectif 3.3 : Valoriser la formation professionnelle dans les centres à travers la certification professionnelle	24
5.4. Domaine d'action n°4 : Cadre de concertation	24
5.4.1. Enoncé du problème	24
5.4.2. Objectif 4 : Mettre en place des mécanismes institutionnels pour la coordination et la mise en œuvre du PAN	25
5.5. Domaine d'action n°5 : Le renforcement des capacités des ménages vulnérables	25
5.5.1. Enoncé du problème	25
5.5.2 Objectif 5 : Réduire la vulnérabilité économique des ménages	26
5.6. Domaine d'action n°6 : Développement de la connaissance et des indicateurs sur le travail des enfants	26
5.6.1. Enoncé du problème	26
5.6.2 Objectif 6 : Accroître la connaissance et la disponibilité des données statistiques fiables sur la situation du travail des enfants au Burkina Faso	27
7. LE RAPPORTAGE, LE SUIVI ET L'EVALUATION	29
7.1. Le suivi	29
7.2. L'évaluation	29

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEC : Aide à l'Enfance Canada

AME : Association des Mères Educatrice/

APE : Association des Parents d'Elèves

BIT : Bureau International du Travail

CDN : Comité Directeur National

CEBNF : Centre d'Education de Base Non Formelle

CEDEAO: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CEDEF : Convention sur l'Elimination de toutes formes de Discriminations à l'Egard des Femmes

CEP : Certificat d'Etudes Primaires

CERFODES : Centre d'Etudes, de Recherches et de Formation pour le Développement Economique et Social

Cf. : Confère

CM2 : Cours Moyen 2^{ème} Année

CNAEJTB : Coordination Nationale des Associations des Enfants et Jeunes Travailleurs du Burkina

CNP : Comité National de Pilotage

Collectivités T. : Collectivités Territoriales

CP1 : Cours Préparatoire 1^{ère} Année

CSLP : Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté

CTO : Criminalité Transnationale Organisée

CVS : Comité de Vigilance et de Surveillance

DLTE : Direction de la Lutte contre le Travail des Enfants

DPLVE : Direction de la Protection et de la Lutte contre les Violences sur les Enfants

ENAM : Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature

ENF : Education Non Formelle

ENTE : Enquête Nationale sur le Travail des Enfants

EVCM : Enquête sur la Vie et les Conditions des Ménages

Fonds Enfants : Fonds de lutte contre la traite et les autres pires formes de travail des enfants

GIZ : Coopération Internationale Technique Allemande

INSD : Institut National de la Statistique et de la Démographie
IPEC : Programme International pour l'Abolition du Travail des Enfants
MAH : Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique
MASSN : Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale
MATDS : Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité
MCT : Ministère de la Culture et du Tourisme
MEBA : Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
MENA : Ministère de l'Education Nationale
MESS : Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur
MFPTSS : Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale
MJFPE : Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi
MJPDH : Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits Humains
MMCE : Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie
MPF : Ministère de la Promotion de la Femme
MRA : Ministère des Ressources Animales
MS : Ministère de la Santé
OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
OIT : Organisation Internationale du Travail
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OSC : Organisation de la Société Civile
PAN : Plan d'Actions National
PAR : Plan d'Actions Régional
PAT : Plan d'Actions Transfrontalier
PDDEB : Plan Décennal de Développement de l'Enseignement de Base
PFTE : Pires Formes de Travail des Enfants
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
TdH/L : Terre des Hommes Lausanne
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance.

PREFACE

Le PAN/PFTE est un travail de synthèse qui est le fruit d'une concertation nationale. Cette concertation nationale a procédé par plusieurs étapes, allant de l'étude de base à la validation de ce présent PAN, en passant par l'organisation des ateliers (atelier de planification stratégique et ateliers régionaux). Les principaux acteurs qui protègent ou défendent les enfants, ont apporté leur appui au Gouvernement burkinabè pour que le PAN/PFTE soit enfin une réalité pour notre pays.

Le PAN/PFTE est non seulement un document de travail pour tous les acteurs de la lutte contre le travail des enfants, mais aussi un instrument de décision pour le Gouvernement burkinabè lui permettant de mieux s'attaquer au travail des enfants et à ses pires formes. Il constitue aussi une preuve du respect par notre pays de ses engagements pris au niveau international d'éliminer le travail des enfants et ses pires formes, en ratifiant les Conventions 138 et 182 de l'OIT ainsi que tous les autres instruments de protection et de promotion des droits des enfants.

Le travail des enfants est un appendice de la pauvreté et un frein au développement de notre pays, en ce sens qu'il est doublement une barrière à la scolarisation des enfants et un obstacle majeur à la production d'un capital humain compétitif, en quantité et en qualité suffisantes.

Le présent PAN/PFTE sert donc de référence nationale pour orienter les acteurs, mais surtout pour harmoniser les actions afin qu'au cours du quinquennat à venir (2011-2015), le Burkina observe une véritable régression du phénomène du travail des enfants.

Puisse le PAN/PFTE servir de tremplin au meilleur développement de l'enfant burkinabè et à la construction d'un pays émergeant pour la décennie à venir !

1. INTRODUCTION

Le Burkina Faso a une population de 13 730 258 habitants selon le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) réalisé en 2006 par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD).

Les femmes représentent 51,7% de la population contre 48,3% d'hommes, avec un rapport de masculinité de 94 hommes pour 100 femmes. Seule la région du Centre fait l'exception avec un ratio de 100 femmes pour 101 hommes. Cette supériorité numérique des femmes est restée constante depuis le recensement de 1985 (51,9%) et celui de 1996 (51,8%).

La grande majorité de la population (79,7%) vit en milieu rural. Pays sahélien, enclavé et pauvre en ressources naturelles, l'économie du Burkina Faso repose essentiellement sur l'agriculture et l'élevage qui contribuent pour près de 40% au Produit Intérieur Brut. Près de 80% de la population vivant en milieu rural dépend de l'exploitation de la terre et des autres ressources naturelles de l'environnement (eau, forêts, pâturages).

Selon l'enquête burkinabè sur les conditions de vie des ménages réalisée en 2003, 46,4% de la population vivaient en dessous du seuil absolu de pauvreté estimé à 82 672 CFA par personne et par an. La pauvreté est beaucoup plus accentuée chez les femmes (47,1%) que chez les hommes (45,7%).

L'enquête nationale sur le travail des enfants (ENTE) réalisée en 2006 au Burkina Faso par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) montre que le travail des enfants touche 41,1% des enfants de 5 à 17 ans, soit 1 658 869 enfants travailleurs. La proportion d'enfants en situation de travail varie en fonction du secteur d'activités. Le secteur de l'agriculture compte 69,2% des enfants travailleurs ; il est respectivement suivi du secteur des services (25,8%) et de l'industrie (5%). Ainsi, les zones rurales favorisent le travail des enfants dans le secteur agro-sylvo-pastoral. Par contre, les centres urbains dont les grandes villes comme Bobo-Dioulasso et Ouagadougou constituent des lieux privilégiés pour le travail des enfants dans le secteur des services et plus précisément des travaux domestiques.

L'ENTE (2006) mentionne qu'en ville, le profil des enfants travailleurs varie d'une activité à une autre. Ainsi, les activités artisanales (soudure, menuiserie métallique ou en bois, construction de bâtiments, etc.) restent l'apanage des garçons, tandis que les filles se retrouvent généralement dans les activités domestiques et commerciales où elles sont recrutées comme des aides ménagères, des aides restauratrices, des vendeuses ambulantes de fruits et légumes, etc.

Les enfants la majorité des enfants travailleurs sont issus des ménages pauvres. La proportion des enfants de 5-14 ans économiquement actifs est nettement supérieure dans les ménages « pauvres » comparativement aux ménages « non pauvres », car les enfants des ménages pauvres sont deux fois plus nombreux à travailler que les enfants des ménages non pauvres. Les filles des ménages pauvres sont encore plus nombreuses que les garçons du même profil de ménages à travailler.

Le travail des enfants est un facteur entravant l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et d'une éducation de base universelle. C'est pourquoi, le Burkina Faso a ratifié les principales normes internationales visant l'élimination du travail des enfants que sont :

- la Convention OIT N°138 sur l'âge minimum d'admission à l'emploi le 11 août 1997. Cette convention précise que l'âge minimum d'admission à un emploi ne devra pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire ni en tout cas être inférieur à 15 ans, avec la possibilité pour les pays en développement de spécifier en une première étape, un âge minimum de 14 ans. Pour être en harmonie avec la loi d'orientation de l'éducation de 2007 qui fixe l'âge de scolarité obligatoire à l'âge de 16 ans, le Burkina Faso a fixé l'âge minimum d'admission à l'emploi à 16 ans.

La Convention OIT N°138 interdit également les travaux dangereux effectués par les enfants et dispose que les employeurs devraient tenir des registres ou autres documents contenant des informations sur les enfants.

- la Convention OIT N°182 sur les pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur éradication, le 25 mai 2001. Cette convention appelle les Etats à prendre des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants et ce de toute urgence. Cette ratification marque un engagement fort du Gouvernement burkinabè pour la lutte contre le phénomène.

Le Gouvernement a adopté le 28 mai 2009 le décret 2009-365/PRES/PM/MTSS/MS/MASSN portant détermination de la liste des travaux dangereux interdits aux enfants au Burkina Faso, une composante intégrale des PFTE. La prise de ce décret est une suite logique des engagements pris par les pays qui ont ratifié les Conventions OIT N°138 et 182.

Ce texte détermine les travaux considérés comme dangereux pour les enfants au Burkina. Les articles 2 et 3 de ce décret font un regroupement sectoriel de ces travaux dangereux. Douze secteurs sont ainsi identifiés. Ce sont : i) l'agriculture ; ii) l'élevage ; iii) la pêche ; iv) l'agroforesterie et la chasse ; v) l'industrie ; vi) les mines, carrières et sites d'orpaillages ; vii) les bâtiments et travaux publics ; viii) le secteur informel ; ix) l'artisanat ; x) les arts et spectacles ; xi) le transport ; xii) le secteur de la santé humaine et animale.

Le présent plan d'actions national s'inscrit en droite ligne des efforts déjà consentis par le Burkina Faso pour éliminer les pires formes de travail des enfants. Il est le fruit d'un processus en plusieurs étapes qui sont respectivement l'étude diagnostique, l'atelier de planification, l'élaboration du PAN provisoire, la tenue d'ateliers régionaux et l'atelier national de validation.

Guidé par les informations recueillies auprès des parties prenantes, le plan d'action national se focalise sur un ensemble de problèmes prioritaires qui commandent des réponses urgentes. Une place importante est accordée aux stratégies préventives contre les PFTE, tout en prenant en compte les besoins des enfants déjà impliqués dans les PFTE.

2. LE TRAVAIL DES ENFANTS AU BURKINA FASO

2.1. Qui est enfant?

Aux termes des dispositions de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant ratifiée par le Burkina Faso le 08 juin 1992, l'enfant est défini comme « tout être humain âgé de moins de 18 ans ». De même, d'autres textes internationaux tels que la Convention relative aux Droits de l'enfant ratifiée le 31 août 1990 et la convention 182 de l'OIT se rapportent également au critère d'âge de 0-18 ans pour définir l'enfant. L'article 63 du code pénal burkinabé consacre la majorité pénale à 18 ans.

2.2. Définition du travail des enfants et des PFTE

Le travail des enfants est toute activité entreprise par une personne de moins de 18 ans, rémunérée ou non, dangereuse ou inappropriée pour son âge, ou qui nuit à sa scolarisation ou son développement physique, psychologique et social. Dans cette définition, il faut tenir compte de l'exercice excessif des activités non économiques.

Les Conventions OIT N^{os} 182 et 138 éclairent respectivement sur les «pires formes de travail des enfants et sur l'âge minimum d'admission à l'emploi. Ainsi, la convention 182 mentionne que les PFTE sont:

- a) *toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues telles que la vente, la traite des enfants, la servitude pour dette et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés.*
- b) *l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques.*
- c) *l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants tels que les définissent les conventions internationales pertinentes.*
- d) *Les travaux qui par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant.*

Aussi, selon cette même convention et la Recommandation 190 qui l'accompagne, les travaux dangereux sont : « ceux qui, de par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant ». Ils portent sur les :

- travaux qui exposent les enfants à des sévices physiques, psychologiques ou sexuels ;
- travaux qui s'effectuent sous terre, sous l'eau, à des hauteurs dangereuses ou dans des espaces confinés ; les travaux qui s'effectuent avec des machines, du matériel ou des outils dangereux, ou qui impliquent de manipuler ou de porter de lourdes charges ;

- travaux qui s'effectuent dans un milieu malsain pouvant, par exemple, exposer les enfants à des substances, des agents ou des procédés dangereux, ou à des conditions de température, de bruits ou de vibrations préjudiciables à leur santé ;
- travaux qui s'effectuent dans des conditions particulièrement difficiles, par exemple pendant de longues heures, ou la nuit, ou pour lesquels l'enfant est retenu de manière injustifiée dans les locaux de l'employeur.

2.3. Incidence du travail des enfants

La mesure de l'incidence du travail des enfants porte sur l'ampleur du phénomène. Cette incidence est analysée à travers les variables relatives au genre, au milieu géographique, aux origines sociales des enfants.

Selon les résultats de l'ENTE (2006), le phénomène du travail des enfants est une réalité au Burkina Faso. En effet, 41,1% des enfants âgés de 5 à 17 ans mènent une activité économique. Cela concerne aussi bien les filles (34,0%) que les garçons (47,7%). L'enquête montre qu'il y a plus d'enfants travailleurs en milieu rural (44,1%) qu'en milieu urbain (23,2%).

Tableau 1: Enfants âgés de 5-17ans selon le sexe, le type d'activités et le milieu de résidence

Sexe	Activité	Urbain		Rural		Total	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Garçons	Travail uniquement a	28 882	10,4	696 241	38,7	725 123	34,9
	Etudes uniquement b	161 400	58,1	365 620	20,3	527 020	25,4
	Travail et Etudes c	36 396	13,1	230 549	12,8	266 945	12,8
	Total Travail*	65 278	23,5	926 790	51,5	992 068	47,7
	Total Etudes**	197 796	71,2	596 169	33,1	793 965	38,2
	Inoccupés	51 280	18,4	508 248	28,2	559 528	26,9
Filles	Travail uniquement a	39 938	13,2	459 743	27,7	499 681	25,5
	Etudes uniquement b	156 882	51,7	293 265	17,7	450 147	23,0
	Travail et Etudes c	29 521	9,7	137 599	8,3	167 120	8,5
	Total Travail*	69 459	22,9	597 342	36,0	666 801	34,0
	Total Etudes**	186 403	61,7	430 864	26,0	617 267	31,5
	Inoccupés	77 099	25,4	766 919	46,3	844 018	43,0
Total	Travail uniquement a	68 820	11,8	1 155 984	33,4	1 224 804	30,4
	Etudes uniquement b	318 282	54,7	658 885	19,1	977 167	24,2
	Travail et Etudes c	65 917	11,4	368 148	10,6	434 065	10,7
	Total Travail*	134 737	23,2	1 524 132	44,1	1 658 869	41,1
	Total Etudes**	384 199	66,1	1 027 033	29,7	1 411 232	34,9
	Inoccupés	128 379	22,1	1 275 167	36,9	1 403 546	34,7

Source : Enquête Nationale sur le travail des enfants au Burkina Faso (ENTE-BF) 2006

* "Total travail" se réfère aux enfants qui travaillent uniquement et à ceux qui travaillent et qui vont à l'école, c'est-à-dire a+c

** "Total Etudes" se réfère aux enfants qui vont à l'école uniquement et à ceux qui travaillent et qui vont à l'école, c'est-à-dire b+c.

En outre, selon l'ENTE, les garçons en milieu rural contribuent plus à l'activité économique que les filles (51,5% contre 36%). En ville, les proportions de filles (22,9%) et de garçons (23,5%) travailleurs sont sensiblement identiques.

Par ailleurs, une fois sur le marché du travail, les enfants travailleurs n'ont pas assez de possibilités pour en sortir et bénéficier de conditions normales d'enfance. De ce fait, l'incidence du travail des enfants augmente régulièrement avec l'âge. Pour l'ENTE (2006), la proportion des enfants économiquement actifs augmente considérablement avec l'âge, quel que soit le sexe. Près de 30% des enfants de 5-9 ans travaillent dans des secteurs économiques variés. Pour les 10-14 ans, 47,6% des enfants de cette tranche d'âge sont

économiquement actifs. Et pour les 15-17 ans, plus de la moitié des enfants travaillent (56%).

La proportion de filles économiquement actives est passée de 25,2% entre 5-9 ans à 47,2% pour les 15-17 ans. En d'autres termes, une fille sur quatre de 5 à 9 ans travaille déjà, et à 15-17 ans, c'est quasiment une fille sur deux.

La proportion des garçons qui travaillent est plus importante que celle des filles. Les garçons travailleurs de 15-17 ans constituent presque le double des travailleurs des 5-9 ans, soit respectivement 65,2% et 34,2%. Ces statistiques confirment effectivement que le travail ne constitue pas une situation transitoire dans la vie des enfants travailleurs.

Plus les enfants avancent en âge, plus ils sont susceptibles de ne plus aller à l'école, l'ultime voie qui leur reste est leur engagement dans un travail.

A la lumière de ces constats, les effets négatifs à moyen et long termes du travail des enfants sur leur accession à un travail décent en particulier, et sur le développement économique et social en général, sont considérables compte tenu de son ampleur, de son caractère non transitoire et exclusif qui sont des obstacles à l'instruction, puis à une formation professionnelle pour l'accroissement du capital humain.

2.4. Causes du travail des enfants

Les causes du travail des enfants au Burkina Faso sont nombreuses et interconnectées de manière complexe. Ces causes sont diversifiées et peuvent être regroupées en plusieurs catégories qui sont socio-économiques, socio culturelles, éducatives ou scolaires et liées au VIH/Sida.

2.4.1 Causes socio économiques

La pauvreté ou la réduction des moyens économiques des ménages est l'explication la plus avancée pour la mise au travail précoce des enfants, et surtout à leur exposition aux PFTE. Ainsi, dans les économies de subsistance, notamment celles qui caractérisent les pays sahéliens comme le Burkina Faso, la survie de nombreux ménages dépend de la participation de tous les membres aux activités de production.

En sus, la mise au travail des enfants n'échappe pas à des stratégies familiales de l'économie domestique. Les stratégies adoptées visent à faire travailler les enfants pour la résolution des besoins quotidiens ou requis tels que se nourrir, se vêtir, faire face aux dépenses de prestige ou sociales comme les baptêmes et les mariages, etc.

Les stratégies familiales de mise au travail des enfants s'organisent généralement autour du chef de ménage (en l'occurrence le père), mais quelquefois avec la mère. Les stratégies de mise au travail des enfants, sont des processus structurés dans les ménages très pauvres, où chaque membre du ménage doit absolument jouer un rôle en contribuant économiquement ou financièrement à la résolution de leurs besoins vitaux. Ce processus structuré détermine les activités considérées comme acceptables pour chaque membre du ménage, et établit une division des tâches en fonction de l'âge et du sexe.

La contribution des enfants à la satisfaction des besoins quotidiens du ménage explique le plus souvent leur engagement (encouragé, forcé ou voulu par certains parents) dans des PFTE.

Au Burkina Faso, près de 30% des ménages sont de type polygame (INSD, 2006). Les ménages polygames comptent en moyenne plus de membres (8,7 personnes) que les ménages monogames (5,8 personnes). Dans les zones rurales, les ménages polygames sont considérés comme des stratégies pour le renforcement de la main-d'œuvre agricole. En effet, avec une agriculture encore peu mécanisée, les moyens de production reposent essentiellement sur la main-d'œuvre fournie par les membres du ménage. Ainsi, la sollicitation de la main-d'œuvre des époux et des enfants est une stratégie agricole pour une plus grande production.

2.4.2 Déficits liés au système éducatif et à sa faible rétribution

Le Burkina Faso s'est attaqué au déficit scolaire avec la mise en œuvre du Plan Décennal pour le Développement de l'Education de Base (PDDEB) pour la période 2001-2010. Ceci a conduit à une augmentation assez remarquable du taux brut de scolarisation qui est passée de 44,4% en 2001 à 72,3% en 2008.

Toutefois, les taux d'abandon restent élevés. En effet, selon les statistiques scolaires du MEBA (2008), le taux le plus faible enregistré est de 4,8% et le taux le plus élevé de 10,2%. Les taux de redoublement varient entre 11% et 43%. Ces taux sont particulièrement élevés en classe de 6^{ème} où ils vont de 36 à 43%. Les résultats aux examens sont très fluctuants. Pour le CEP, les taux de succès varient entre 48% et 70%.

L'entrée en sixième est contingentée, compte tenu de la capacité d'accueil des infrastructures de l'enseignement secondaire public. Le taux de réussite y est d'environ 15%. Les élèves n'ayant pas réussi à ce concours peuvent cependant accéder à l'enseignement secondaire à l'aide de leurs propres ressources.

Enfin, le taux de rétention des élèves au cycle primaire est des plus faibles dans la sous-région. Sur 100 enfants inscrits au CP1, seulement 55% parviennent au CM2 (MEBA, 2008).

Par ailleurs, bien que l'Etat ait établi la gratuité scolaire dans les écoles publiques, la scolarisation des enfants exige toujours des dépenses liées aux fournitures scolaires, au paiement d'assurances et/ou de transports scolaires, aux cotisations des parents d'élèves et parfois, à la dispensation de cours privés en dehors du temps scolaire. Dans tout le système éducatif actuel, les familles contribuent financièrement pour assurer la scolarisation de leurs enfants.

Les ménages les plus pauvres, avec souvent une fratrie élevée (en moyenne six enfants contre trois pour les ménages riches) ont des difficultés à faire face aux dépenses scolaires. Face à ces difficultés économiques, des parents optent pour des stratégies de scolarisation d'un seul enfant parmi plusieurs scolarisables, ou de privilégier la scolarisation des garçons au détriment de celle des filles. Dans ces conditions, les enfants qui n'ont pas accès à l'école sont obligés ou encouragés à travailler.

Quant aux faibles rétributions de l'école burkinabè, on peut dire que pour la majorité des enfants qui ne réussissent pas à aller au-delà de l'éducation de base, les perspectives d'obtenir un emploi rentable sont minimales. Une telle situation renforce la perception mitigée sur la contribution de l'école à l'insertion de ses produits sur le marché du travail.

Très souvent, les produits finis ou semi-finis de l'école n'arrivent pas à obtenir un emploi salarié dans la fonction publique ou dans le secteur privé, et bon nombre d'entre eux s'intéressent très peu au secteur agricole qui demeure pour le Burkina Faso, le secteur économique le plus important avec plus de 75% de la population.

En outre, les parents estiment que le gain économique des enfants scolarisés n'est pas immédiat.

Scolariser un enfant suppose des investissements pour une période relativement longue, avant de faire de lui un agent producteur de biens économiques. Le coût d'opportunité d'un enfant scolarisé n'est pas garanti pour les parents qui exercent généralement en milieu rural et qui attendent énormément de la participation des enfants aux travaux agro-pastoraux.

Enfin, avec la faible qualification professionnelle des enfants, de nombreux employeurs recourent à la main-d'œuvre enfantine, parce que les enfants coûtent moins chers. En effet, sans une qualification professionnelle, les enfants constituent des « proies » faciles pour certains employeurs car ils sont plus soumis et sont plus tolérants que les adultes ou le personnel qualifié aux conditions de travail, quelquefois inadéquates ou inadaptées.

2.4.3 Causes socioculturelles

La faible prise de conscience de la population sur des questions relatives au travail des enfants, y compris les PFTE, est une autre raison de la persistance du travail des enfants. De nombreux parents permettent ou encouragent leurs enfants à s'engager dans un travail quelle que soit sa nature, parce qu'ils n'ont pas conscience des risques encourus.

Pour certains parents, faire travailler un enfant participe du processus de socialisation de celui-ci. Pour que l'enfant soit un maillon de la production économique pour sa communauté et sa famille, il est mis très tôt au travail, dans un contexte de division du travail par genre. Ainsi, les garçons sont mis au travail dans les activités agro-pastorales, alors que les filles sont dévolues aux travaux ménagers et artisanaux. Ce facteur socioculturel est aggravé par la méconnaissance, voire l'ignorance des lois et règlements en la matière, par la population, livrant les enfants à divers abus et exploitations.

Enfin, parmi les facteurs typiquement sociaux qui favorisent la mise au travail des enfants, il existe les crises familiales, traduites par des abandons d'enfants ou par des divorces qui favorisent l'exposition des enfants aux PFTE. En outre, dans les ménages aux fratries nombreuses, les enfants sont plus exposés aux PFTE que ceux des ménages nucléaires simples.

2.4.4 Pandémie du VIH/sida

Au Burkina Faso, bien que le taux de prévalence du VIH/SIDA connaisse une régression significative de 7,17% en 1997 à 2,7 % en fin 2003 (rapport CNLS-IST 2004), puis à 1,6 % de nos jours (premières estimations selon l'ONUSIDA/OMS 2008), la situation des orphelins du SIDA selon l'ONUSIDA demeure préoccupante. En 2002, le nombre d'enfants

orphelins était estimé à environ 350 000, avec plus de 2 000 enfants infectés par le VIH/SIDA.

La pandémie du VIH/SIDA a précarisé la situation des enfants affectés par la maladie des parents ou par leur décès ; ce qui a pour conséquence de pousser ces derniers à s'engager précocement dans des travaux ou dans des activités économiques dangereuses ou inadaptées pour survivre.

En effet, les enfants dont les parents sont atteints de la maladie, éprouvent des difficultés à être scolarisés ou à se maintenir dans le système scolaire, sans l'appui ou l'aide d'autres parents ou d'associations de prise en charge. Souvent, les opportunités d'études sont donc compromises pour de tels enfants, obligés de quitter l'école pour s'occuper de leurs parents malades ou pour travailler afin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

2.5. Conséquences du travail des enfants

2.5.1 Conséquences individuelles : fragilisation de leur santé et de leur développement physique et psychologique

Les enfants qui sont astreints aux pires formes de travail rencontrent généralement des problèmes de santé, qui affectent doublement leur croissance physique et leur épanouissement. L'ENTE indique par exemple que les enfants travailleurs consacrent entre 19 et 25 heures par semaine à l'exercice de leurs activités. Ce qui a des conséquences telles que la fragilisation de leur santé et de leur développement physique et psychologique. Les enfants qui exercent dans les mines, les carrières, les champs de coton, connaissent le plus une précarité sanitaire, n'ayant pas souvent les moyens de se prendre en charge, lorsqu'interviennent des blessures, des surdosages liés aux amphétamines et aux drogues, des intoxications médicamenteuses ou alimentaires, des maladies respiratoires, etc.

2.5.2 Conséquences familiales : un cercle vicieux du maintien dans la pauvreté

Une fois sur le marché du travail, les enfants travailleurs n'auraient pas assez de possibilités pour en sortir et bénéficier de conditions normales d'enfance, mais aussi de scolarisation et de formation professionnelle. De ce fait, les enfants qui commencent à travailler à un âge précoce, serviront, même aux âges adultes, de main-d'œuvre bon marché, sans qualification professionnelle.

Par ailleurs, l'agriculture étant le premier secteur qui emploie plus de 75% de la population Burkinabè (INSD, 2008), la grande majorité d'enfants travailleurs y sont également utilisés comme des « moyens » de production ou des aides familiales. En effet, avec une agriculture peu mécanisée utilisant encore des techniques rudimentaires de production, les ménages ruraux sont souvent moins disposés à envoyer leurs enfants à l'école, compte tenu du coût d'opportunité (à court terme) de l'absence de leurs enfants au travail agropastoral.

2.5.3 Conséquences nationales : Un frein au développement

Le travail des enfants est une solution transitoire à la résolution de leurs besoins ou de ceux de leurs parents. Il donne l'illusion de solutionner des problèmes, mais en réalité, il ne les

résout pas. Le travail des enfants ne peut pas contribuer au développement de l'économie du Burkina Faso en ce sens que les enfants concernés ne constituent pas une main-d'œuvre qualifiée ; de ce fait le recours à une telle main-d'œuvre ne saurait être une voie d'essor. Plus on s'engage précocement au travail pour sortir de la pauvreté, plus on y restera. Les ménages pauvres dont les enfants travaillent, participent d'une certaine manière au renforcement ou au maintien de leur état de pauvreté qui peut devenir durable et non plus transitoire.

3. LES REPONSES DU BURKINA FASO AU TRAVAIL DES ENFANTS

Il existe plusieurs actions entreprises pour combattre le travail des enfants. Ces actions se présentent à quatre niveaux : au niveau de l'Etat, de la société civile, des Partenaires techniques et financiers et des collectivités locales.

3.1. Au niveau étatique

La question de la lutte contre les PFTE s'inscrit comme une des priorités de la protection de l'enfant au Burkina Faso. Ainsi, au titre du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (MFPTSS) et du Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale (MASSN), il existe des directions spécifiques chargées de juguler le problème du travail des enfants et ses pires formes. Pour le MFPTSS, c'est la Direction de la Lutte contre le Travail des Enfants (DLTE). Au MASSN, il s'agit de la Direction de la Protection et de la Lutte contre les Violences sur Enfants (DPLVE).

La DLTE existe depuis 2006, et a largement contribué à la prise du Décret N° 2009-365/PRES/PM/MTSS/MS/MASSN du 28 mai 2009 portant liste des travaux dangereux interdits aux enfants au Burkina Faso, qui est un instrument juridique de référence pour s'attaquer au fléau. Avec cet instrument, le Gouvernement met à la disposition des acteurs de la lutte contre le travail des enfants et des populations un outil d'information et de sensibilisation, et une base légale de répression des employeurs qui utilisent la main-d'œuvre enfantine.

Quant à la DPLVE, elle a été créée en 2007, conformément au nouvel organigramme du MASSN. Elle agit pour la protection des enfants violentés et pour le soutien aux enfants vulnérables. Ses prérogatives touchent aux enfants victimes de violences et de traite. Elle a contribué à la révision de la loi sur la traite des personnes et les pratiques assimilées (loi N° 029-2008/AN du 15 mai 2008), dont la spécificité est de mettre en exergue le caractère délictuel de l'utilisation de la mendicité d'autrui comme un acte de PFTE.

Il convient aussi de noter qu'au niveau du Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits Humains (MJPDH), la Direction de la Protection des Droits Humains mène des actions de sensibilisation sur les droits de l'enfant.

Avec le PAN/PFTE, le Gouvernement burkinabè note la nécessité d'harmoniser les actions et attributions confiées à ces deux structures ministérielles au regard de la possibilité de confusion des rôles.

3.2. Au niveau des organisations de la société civile et des partenaires sociaux

Plusieurs ONG, associations et syndicats militent en faveur de la protection des droits de l'enfant. La plupart des ONG et associations participent à la scolarisation des enfants, à la construction d'écoles, à la dotation des écoles en fournitures scolaires, à la distribution de fournitures aux élèves, à l'établissement des actes de naissance pour les enfants, à l'insertion socioprofessionnelle par l'apprentissage, au retrait et à la réhabilitation d'enfants travailleurs. Les ONG font également des sensibilisations.

En somme, l'implication de la plupart des ONG consiste à une contribution à la lutte contre la pauvreté, aux activités de formation professionnelle pour les jeunes et au développement des activités génératrices de revenus pour les retenir au terroir.

Au niveau des syndicats, il existe une cellule, au sein de la Confédération Générale des Travailleurs du Burkina, dédiée à la prévention et à la lutte contre les PFTE. Par ailleurs, le Syndicat National des Transporteurs Routiers et Voyageurs du Burkina (SNTRV-B) est sollicité plus spécifiquement sur la question de la lutte contre la traite des enfants. Il collabore avec la Police et la Gendarmerie et sensibilise les transporteurs à ne pas être complices dans le transport d'enfants visiblement destinés à être engagés dans des PFTE.

3.3. Au niveau des partenaires techniques et financiers

Plusieurs partenaires bilatéraux et multilatéraux appuient le Burkina Faso dans la lutte contre le travail des enfants et dans l'atteinte des OMD dont la scolarisation pour tous les enfants du Burkina Faso en 2015. Ainsi, les partenaires techniques les plus en vue dans la lutte contre le travail des enfants et leur protection sont le BIT, l'UNICEF et la Coopération allemande à travers le Programme Santé Sexuelle, Droits Humains (PROSAD) de la GIZ et le Fonds Enfants. Les PTF travaillent en étroite collaboration avec le Gouvernement burkinabè, aux niveaux central et décentralisé, mais aussi avec des organisations de la société civile qu'ils appuient, dans la mise en œuvre de projets et programmes d'éducation, ou destinés au retrait, à la réhabilitation et à l'insertion des enfants victimes de PFTE.

3.4. Au niveau des Collectivités territoriales

La mise en œuvre de la politique de décentralisation au Burkina Faso se fonde sur le Cadre Stratégique de Mise en Œuvre de la Décentralisation (CSMOD 2006-2015) et son programme triennal. La stratégie de décentralisation s'intègre à la Politique Nationale de Bonne Gouvernance (PNBG 2006 - 2015) et à la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD), qui est le document de référence national pour la politique de développement du pays.

Avec le processus de décentralisation, le Burkina Faso est engagé dans la communalisation intégrale du territoire. Actuellement, la tendance est au transfert de l'Etat vers les communes des services sociaux de base, tels que la Santé, l'Education, le Sport, etc. Dans le processus de décentralisation, l'Etat encourage les communes à la gestion locale de leur développement.

La mise en œuvre d'actions ciblées et spécifiques du PAN pourra se faire à travers les communes. Les ateliers régionaux ont montré ainsi la nécessité de travailler étroitement avec les communes, surtout quand il s'agira de l'élaboration des plans sectoriels ou communaux pour la lutte contre les PFTE.

4. LES PRINCIPES DIRECTEURS

1. Le Gouvernement burkinabè entend faire de son PAN/PFTE le cadre référentiel de toute lutte nationale visant l'éradication du travail des enfants et surtout en ses pires formes d'ici à 2015. Pour cela, il travaille à une plus grande efficacité des actions par la régularité des consultations avec les communautés locales, les organisations de la société civile, les structures décentralisées, les partenaires techniques et financiers en vue d'atteindre l'objectif d'éliminer le travail des enfants et prioritairement ses pires formes d'ici à 2015.
2. Le Plan d'Action National s'inscrit dans la Stratégie de Croissance accélérée et de développement durable (SCADD).
3. Le Gouvernement burkinabè entend adopter une approche multisectorielle pour la mise en œuvre de son PAN/PFTE. Ceci implique tous les acteurs concernés de près ou de loin par la question du travail des enfants. L'approche multisectorielle exploitera le potentiel existant pour éviter les duplications ou les doubles emplois.
4. Le PAN s'attellera à promouvoir de façon pérenne la scolarisation des enfants de 6 à 16 ans, comme le dispose la loi d'orientation de l'éducation du Burkina Faso. Une alternative sera offerte à ceux qui n'ont pas été scolarisés ou qui ont été déscolarisés à travers la formation professionnelle, avec délivrance de la certification de qualification professionnelle (CQP).
5. Le PAN/PFTE se réfère aux autres instruments politiques et juridiques nationaux et internationaux que sont la Constitution, le Code du travail, les Objectifs du Millénaire pour le Développement, le Plan Décennal de Développement de l'Education de Base (PDDEB), les Conventions de l'OIT, les différentes Chartes en rapport avec les droits de l'enfant, etc. Ces références soutiendront la pérennité des actions inscrites dans le PAN visant l'élimination du travail des enfants à long terme.
6. Le Gouvernement burkinabè travaillera à ce que les bénéficiaires du PAN/PFTE, que sont les enfants eux-mêmes, soient des acteurs impliqués tout au long du processus et plus spécifiquement dans la mise en œuvre des actions, de leur suivi et de leur évaluation.

En tenant compte des six principes directeurs énoncés qui sous-tendent le PAN/PFTE, un ensemble d'axes prioritaires ont été définis pour l'éradication du travail des enfants.

5. LES PRINCIPAUX DOMAINES D'ACTIONS IDENTIFIEES, OBJECTIFS ET ACTIVITES RETENUS

Dans cette section sont abordés les domaines d'actions identifiées par le PAN, les objectifs à atteindre, les mesures politiques et juridiques requises, les actions à mettre en œuvre, les agences d'exécution et le chronogramme pour les interventions. Les agences d'exécution auront en charge de procéder à la traduction des mesures en des plans d'actions détaillés et à leur mise en œuvre.

Objectif Général.

L'objectif général du PAN est de réduire l'incidence du travail des enfants d'ici 2015 à travers l'adoption de mesures et la mise en œuvre d'actions politiques, sociales, économiques et institutionnelles pour l'éradication de toutes les pires formes de travail des enfants. Les objectifs spécifiques sont définis par domaines d'actions:

5.1. Domaine d'action n°1 : La législation et sa mise en application

5.1.1. Enoncé du problème

Au Burkina Faso, la lutte contre les pires formes de travail des enfants fait partie des priorités du gouvernement. C'est ainsi que dans le souci de prendre en compte les besoins des groupes les plus défavorisés et marginalisés dans le processus de développement, le gouvernement du Burkina Faso a ratifié les textes internationaux relatifs à la réglementation du travail des enfants et adopté au plan interne des textes visant l'éradication des pires formes de travail des enfants. Cependant, le constat général qui se dégage est que ces textes sont méconnus du grand public et peu appliqués par les services judiciaires. Pour résoudre ces problèmes, l'objectif suivant ainsi que les activités et les responsables de mise en œuvre ont été définis et identifiés.

5.1.2. Objectif 1 : Améliorer l'application des textes en matière de réglementation du travail des enfants

Activités :

- Elaborer et reproduire un recueil de textes législatifs et réglementaires sur le travail des enfants ;
- Traduire et reproduire les principaux textes relatifs au travail des enfants en langues nationales ;
- Vulgariser les textes (recueil de textes, chronique/périodique...) ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation ;
- Mettre en œuvre des programmes de communication pour le changement de comportement sur les PFTE dans les régions ;
- Organiser le plaidoyer à l'endroit des Leaders communautaires dans les 45 provinces ;
- Mettre en œuvre des stratégies d'éducation par les pairs ;
- Organiser le plaidoyer au niveau du gouvernement ;

- Elaborer et intégrer un module sur le travail des enfants dans les curricula de formation des Inspecteurs et contrôleurs du travail ;
- Organiser six (6) ateliers de formation des Inspecteurs et contrôleurs du Travail en activité sur le travail des enfants ;
- Organiser des ateliers/rencontres de sensibilisation pour l'intégration de la lutte contre les PFTE dans les politiques sectorielles et institutionnelles (Agriculture, Elevage, Mines, Santé, Education, Emploi, Société civile) ;
- Appuyer l'élaboration et l'application de mesures de lutte contre les PFTE (codes de bonne conduite, autres) au sein des structures (publiques, privées) ;
- Recruter des inspecteurs et contrôleurs de travail ;
- Rendre opérationnels les services provinciaux et communaux de l'Inspection du travail ;
- Renforcer les actions de contrôle dans les secteurs d'activités à fort potentiel de PFTE ;
- Organiser des rencontres (entre les inspecteurs du travail et les magistrats) pour harmoniser les points de vue sur l'interprétation des textes ;
- Reproduire et vulgariser le code de protection de l'enfant ;
- Réviser le code pénal du pays afin d'y intégrer tous les aspects de PFTE ;
- Contribuer au fonctionnement du numéro vert sur les violences faites sur les enfants ;
- Assister les familles des victimes au plan juridique (Avocats ou juristes...).

Acteurs de mise en œuvre

MFPTSS, MJPDH, MJFPE, MASSN, MS, MMCE, MATDS, MAH, MENA, MRA, MPF, Collectivités territoriales, Leaders d'opinion, Société civile.

Les Partenaires d'accompagnement

PTF, ONG/Associations

Période: 2011-2015

5.2. Domaine d'action n°2 : L'accessibilité des services de prise en charge des enfants victimes de PFTE

5.2.1 .Enoncé du problème :

Au niveau de cet axe, deux problèmes majeurs ont été identifiés. Ce sont :

- La faible accessibilité des services de contrôle ;
- La faible couverture des services de prise en charge des victimes de PFTE.

Pour résoudre ces deux problèmes, l'objectif suivant ainsi que les activités et les responsables de mise en œuvre ont été définis et identifiés.

5.2.2. Objectif 2 : Améliorer l'accessibilité des services de prise en charge des enfants victimes de PFTE

Activités :

- Former les acteurs en charge de la prévention, protection, en matière de lutte contre les PFTE ;
- Equiper les structures de prise en charge en moyens logistiques ;
- Mettre en place des fonds spéciaux pour la prise en charge des cas d'urgence ;
- Retirer les enfants des secteurs d'activités à fort potentiel de PFTE ;
- Concevoir un protocole de prise en charge des enfants victimes de PFTE ;
- Assurer la prise en charge des enfants victimes des PFTE.

Acteurs de mise en œuvre

MFPTSS, MJPDH, MASSN, MPF, MMCE, Collectivités territoriales, Leaders d'opinion, Société civile.

Les Partenaires d'accompagnement

PTF, ONG/Associations

Période: 2011-2015

5.3. Domaine d'action n°3 : Education et Formation professionnelle

5.3.1. Enoncé du problème

Pour ce domaine d'action, quelques problèmes inhérents au système éducatif burkinabè ont été relevés. Ce sont :

- l'insuffisance des infrastructures et la mauvaise qualité de certaines infrastructures scolaires ;
- le déficit d'enseignants et la disparité de la répartition géographique des enseignants ;
- l'inadaptation de l'école aux besoins de la communauté ;
- le taux de déperdition relativement élevé ;
- l'insuffisance d'alternatives en matière de formation professionnelle pour les enfants non scolarisés ou déscolarisés.

- Pour résoudre les problèmes identifiés, trois objectifs majeurs ont été définis à travers lesquels des activités sont définies et mises en œuvre par des acteurs et des partenaires au cours du quinquennat à venir.

5.3.2. Objectif 3.1 : Promouvoir la scolarisation des enfants et particulièrement des filles

Activités :

- organiser des campagnes de sensibilisation sur le droit à l'éducation des enfants, le mariage précoce et les violences en milieu scolaire ;
- Réaliser des foyers endogènes d'hébergement dans les établissements secondaires des zones rurales ;
- Octroyer des subventions aux APE/AME et COGES pour des AGR ;
- Soutenir la mise en place de cantines scolaires endogènes ;
- Octroyer des kits et des bourses scolaires aux enfants issus des ménages pauvres identifiés ;
- Construire et équiper des infrastructures éducatives dans les zones à faible couverture ;
- Faire un plaidoyer à l'endroit des autorités pour la prise d'un décret d'application de la loi d'orientation de l'éducation ;
- Faire un plaidoyer à l'endroit des Ministères en charge de l'éducation pour l'application de la gratuité sur toute l'étendue du territoire ;
- Vulgariser la loi d'orientation de l'Education.

Acteurs de mise en œuvre : MENA, MASSN, MJPDH, MFPTSS, MPF, MESS, Société civile Collectivités territoriales.

Partenaires d'accompagnement: PTF, ONG/Associations.

Période: 2011-2015

5.3.3. Objectif 3.2 : Offrir une formation professionnelle de qualité au profit des enfants non scolarisés et déscolarisés

Activités :

- Construire des CEBNF dans les communes rurales qui n'en disposent pas ;
- Equiper les CEBNF par spécification de métiers ;
- Diffuser les résultats de l'étude sur les créneaux porteurs d'emplois au Burkina Faso ;
- Construire et équiper les centres de formation professionnelle ;
- Renforcer les capacités des centres de formations professionnelles existants ;
- Organiser les chefs d'ateliers de petits métiers en vue du placement des enfants en apprentissage ;
- Former les chefs d'ateliers de petits métiers en vue du placement des enfants en apprentissage ;
- Accompagner les enfants formés dans leur insertion professionnelle.

Acteurs de mise en œuvre: MENA, MJFPE, MASSN, MPF, Société Civile, Collectivités Territoriales.

Partenaires d'accompagnement : PTF, ONG/Associations.

Période: 2011-2015.

5.3.4 Objectif 3.3 : Valoriser la formation professionnelle dans les centres à travers la certification professionnelle

Activités :

- Elaborer des programmes de formations avec certification qui seront validés par le MJFPE ;
- Identifier des centres de formation existants ;
- Susciter la création de cadres de concertation des responsables des centres de formations ;
- Délivrer des agréments aux centres de formations existants ;
- Délivrer les autorisations d'ouverture aux centres de formations ;
- Former les chefs d'ateliers de petits métiers ;
- Organiser des examens de certification professionnelle pour les apprenants en fin de formation.

Acteur de mise en œuvre : MJFPE, MFPTSS, MASSN, MPF, Société Civile.

Partenaires d'accompagnement : PTF, ONG/Associations.

Période: 2011-2015

5.4. Domaine d'action n°4 : Cadre de concertation

5.4.1. Enoncé du problème

La mise en œuvre du PAN/PFTE exige de la part de tous les acteurs et partenaires au processus, une coordination des actions. Toutefois, le PAN/PFTE tient compte des plans d'actions déjà élaborés, exécutés ou en cours par d'autres structures, afin de prendre connaissance des facteurs de succès, mais aussi des éléments d'échecs qu'il faut éviter. C'est le cas du Plan d'action national de lutte contre la Traite et les autres violences faites aux enfants au Burkina Faso pour la Période 2008-2011 du MASSN.

Pour ce domaine, les problèmes majeurs qui ont été identifiés sont la faible concertation et la faible collaboration entre acteurs. Ceci se traduit par une diversité d'actions avec des duplications et des doubles emplois par les bénéficiaires comme par les acteurs eux mêmes. En s'organisant dans un cadre national, les acteurs seront mieux suivis et évalués régulièrement.

Pour cela, un comité national de suivi présidé par le Ministère en charge du travail sera constitué avec comme membres : les Ministères de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale, de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale, de l'Education Nationale

et de l'Alphabétisation, des Enseignements Secondaire et Supérieur, de la Justice et Promotion des Droits Humains, de la Santé, de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité, des Mines des Carrières et de l'Energie, de la Communication, de l'Economie et des Finances, de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi, de la Promotion de la Femme, de l'Agriculture et de l'Hydraulique, de trois Associations nationales, deux ONG internationales, d'un représentant des Syndicats, d'un représentant du Conseil National du Patronat Burkinabè, de quatre représentants des communautés coutumières et religieuses, de quatre représentants des PTF (UNICEF, BIT/IPEC, Fonds Enfants, et GIZ) et de deux représentants des organisations d'enfants (AEJT, Parlement des enfants).

Pour que le cadre de concertation soutienne de manière effective la mise en œuvre du PAN/PFTE, l'objectif suivant ainsi que les activités et les responsables de mise en œuvre ont été définis et identifiés.

5.4.2. Objectif 4 : Mettre en place des mécanismes institutionnels pour la coordination et la mise en œuvre du PAN

Activités:

- Créer un Comité National de coordination et de suivi-évaluation du PAN avec un Secrétariat Permanent ;
- Tenir des sessions semestrielles du comité national de coordination et de suivi-évaluation du PAN ;
- Appuyer les cadres au niveau décentralisé dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur plan d'action de lutte contre les PFTE ;
- Organiser des rencontres semestrielles de concertations, de bilan et de planification ;
- Editer le PAN ;
- Organiser 13 ateliers régionaux de diffusion du PAN ;
- Publier le PAN sur le site web du MFPTSS ;
- Introduire les principaux axes stratégiques du PAN dans les modules de formation des acteurs dans la lutte contre les PFTE ;
- Elaborer un système de suivi/évaluation du PAN ;
- Organiser deux (2) ateliers de formation des acteurs sur le système de suivi/évaluation du PAN ;
- Doter les acteurs intervenants dans la lutte contre les PFTE d'outils types de suivi/évaluation du PAN ;
- Produire les rapports périodiques de suivi/évaluation du PAN ;

Acteurs MFPTSS, Ministères partenaires, Société civile, Collectivités Territoriales.

Partenaires : PTF, ONG/Associations.

Période: 2011 - 2015

5.5. Domaine d'action n°5 : Le renforcement des capacités des ménages vulnérables

5.5.1. Enoncé du problème

Le renforcement des capacités des ménages constitue l'un des principaux axes de lutte contre le travail des enfants au Burkina Faso. Les problèmes qui expliquent la vulnérabilité des ménages sont :

- Les difficultés d'accès des familles démunies aux nouvelles techniques de production ;
- Les taux élevés d'analphabétisme des ménages vulnérables ;
- L'insuffisance de l'appui aux familles des enfants victimes de PFTE à l'échelle nationale.

De ce fait, le succès des politiques de scolarisation et de lutte contre le travail des enfants en milieu rural burkinabè passe également par une amélioration significative des techniques agricoles de production.

5.5.2 Objectif 5 : Réduire la vulnérabilité économique des ménages

Activités :

- Tenir à jour une banque de données sur les ménages vulnérables ;
- Appuyer le montage des microprojets d'AGR au profit des ménages vulnérables ;
- Faciliter l'accès des ménages vulnérables aux microcrédits pour les AGR ;
- Appuyer la réalisation des AGR des ménages vulnérables ;
- Faciliter l'accès des ménages vulnérables aux intrants agricoles ;
- Accompagner techniquement les ménages vulnérables dans leur production agricole.

Acteurs : Collectivités territoriales, MASSN, MAH, MRA.

Partenaires : PTF, Leaders d'opinion, Société civile, Autorités religieuses et coutumières, ONG/Associations, Structures de micro finance.

Période : 2011-2015

5.6. Domaine d'action n°6 : Développement de la connaissance et des indicateurs sur le travail des enfants

5.6.1. Enoncé du problème

Pour le développement de la connaissance et des indicateurs, les problèmes suivants ont été identifiés :

- la méconnaissance du phénomène du travail des enfants ;
- l'insuffisance de statistiques fiables et actualisées ;
- la faiblesse des capacités des acteurs chargés de la collecte des données ;
- l'inexistence d'un logiciel de traitement de données sur le travail des enfants ;
- la non vulgarisation des résultats de l'ENTE.

Ainsi avec l'ENTE, le Burkina Faso dispose de données de référence sur la connaissance du travail des enfants au niveau national. Cependant, les résultats de cette enquête sont peu vulgarisés et méritent de l'être pendant la période de la mise en œuvre du PAN. La vulgarisation des résultats de l'ENTE passe par la production d'un document de synthèse et

d'une traduction de celui-ci dans les principales langues du Burkina que sont le Mooré, le Dioula et le Fulfuldé. Il est nécessaire qu'une traduction soit assurée dans les langues de zones fortement caractérisées par des PFTE. Il s'agit du Lobiri et du Dagara pour le Sud ouest et du Gulmachéma pour l'Est.

5.6.2 Objectif 6 : Accroître la connaissance et la disponibilité des données statistiques fiables sur la situation du travail des enfants au Burkina Faso

Activités :

- Mettre en place une base de données nationale sur le travail des enfants ;
- Renforcer les compétences des acteurs chargés de la collecte des données ;
- Mettre les outils nécessaires à la disposition des acteurs de collecte et de traitement de données sur le travail des enfants ;
- Réaliser une enquête nationale sur la situation du travail des enfants ;
- Vulgariser les résultats de l'ENTE ;
- Créer et animer un lien au niveau du site Web du MFPTSS avec des informations sur la situation des PFTE.

Acteurs : MFPTSS, MASSN, MEF/INSD

Partenaires : BIT, PTF, ONG/Associations, Collectivités T.

Période : 2011-2015

6. LA COORDINATION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PAN

Des actions multiformes sont menées en faveur des enfants et plus spécifiquement pour la lutte contre les PFTE. Ces actions se font à travers des programmes, des projets et des plans d'actions sectoriels qui sont mis en œuvre.

Le défi majeur auquel le PAN fera face est la prise en compte ou la fédération de plans d'actions déjà élaborés, et mis en œuvre ou en cours d'exécution, par des structures. Cette fédération des différents plans aidera à prendre connaissance des facteurs de succès mais aussi des éléments d'échecs à éviter.

Pour cela, il est prévu la création d'un comité de coordination et de suivi de la mise en œuvre du PAN. Ce comité sera placé sous la tutelle du ministère en charge du travail et sera composé des Ministères partenaires, de la société civile, des syndicats et des partenaires technique et financiers.

7. LE RAPPORTAGE, LE SUIVI ET L'EVALUATION

Le rapportage, le suivi et l'évaluation du PAN se feront à travers la production de rapports d'activités semestriels et annuels, des réunions, des visites/ terrain, et les évaluations annuelles et finale du PAN.

L'objectif du suivi du présent PAN est de fournir des informations régulièrement aux différents acteurs, principalement aux structures gouvernementales, aux partenaires et aux structures de la société civile engagés dans la mise en œuvre du PAN, de sorte que, si cela s'avère nécessaire, des ajustements et/ou des modifications soit opérés.

7.1. Le suivi

Il portera sur les activités du PAN. Les informations relatives au suivi des activités seront enregistrées trimestriellement. Il consistera à analyser l'information recueillie et à vérifier que les activités avancent comme prévu. Ce processus s'intégrera dans la responsabilité de la coordination du PAN qui sera mise en place. Toutefois, pour que le suivi soit efficace, tous les acteurs et les bénéficiaires doivent être impliqués. En somme, le suivi doit être conduit de manière participative. Pour un suivi régulier, il faudrait disposer des instruments de suivi (des fiches) pour l'enregistrement périodique de l'information. Les instruments et les processus nécessaires au suivi du PAN sont les suivants :

- réunions du comité de pilotage national ;
- réunions des comités régionaux de pilotage ;
- fiches des séances de sensibilisation ;
- fiches de suivi technique des activités de prévention et de prise en charge au sein des structures compétentes (Action sociale, Police Gendarmerie, Centre d'écoute, etc.) ;
- fiches des visites de supervision ;
- rapports périodiques trimestriels.

7.2. L'évaluation

Durant la mise en œuvre du PAN, des évaluations annuelles sont nécessaires. Si des retards ou des obstacles sont observés, alors des orientations et des rectifications seront nécessaires pour améliorer la performance du plan.

Une évaluation finale interviendra en 2015 à deux/trois mois de la fin du Plan pour mesurer l'atteinte des objectifs.

Les évaluations seront menées auprès des structures techniques, des différents acteurs et des bénéficiaires.

Les acteurs comme les bénéficiaires sont les cibles des évaluations. L'implication des populations et des services techniques dans le suivi et l'évaluation du plan stimule les bénéficiaires à prendre en charge la continuité des actions, même si le PAN venait à s'arrêter.

Les évaluations sont des étapes nécessaires pour créer une plus grande durabilité des actions de lutte contre le travail des enfants, en l'occurrence les PFTE.

PLAN DE MISE EN OEUVRE

Domaine d'action n°1 : La législation et sa mise en application

Objectif 1 : Améliorer l'application des textes en matière de réglementation du travail des enfants.

Activités principales	Sous-activités	Responsable	Partenaires	Chronogramme	Budget estimatif (En million)	Indicateurs	Source de vérification
Améliorer les connaissances des populations sur le travail des enfants	Elaborer et reproduire 10 000 recueils de textes législatifs et réglementaires sur le travail des enfants	MFPTSS	MASSN, MJPDH, PTF, société civile	2011-2012	20	Recueil élaboré ; nombre d'exemplaires du recueil reproduits	Documents du recueil élaboré ; bordereaux de livraison
	Traduire et reproduire en 3000 exemplaires les principaux textes relatifs au travail des enfants en langues nationales	MFPTSS	MASSN, MJPDH, PTF, société civile	2011-2012	6	Textes traduits ; nombre d'exemplaires de textes traduits en langues reproduits	Documents de textes traduits ; bordereaux de livraison
	Vulgariser les textes (recueil de textes, chronique/périodique...) :	MFPTSS	MASSN, MJPDH, PTF, société civile	2011 - 2015	15	Textes vulgarisés	Rapport d'activité
	Organiser des campagnes de sensibilisation	MFPTSS	MASSN, MJPDH, MPF, MMCE, MATDS, PTF, société civile	2011 - 2015	150	Nombre de campagnes menées	Rapports de mise en œuvre
	Mettre en œuvre quatre programmes de communication pour le changement de comportement sur les PFTE par an dans les 13 régions	MFPTSS	MASSN, MPF, MJPDH, PTF, société civile	2011 - 2015	260	Nombre de PCCC réalisés	Rapports de mise en œuvre
	Mettre en œuvre des stratégies d'éducation par les pairs	MFPTSS	MASSN, PTF, société civile	2011 - 2015	260	Nombre de stratégies de Pair-Education mises en œuvre	Rapport de mise en œuvre

Dynamiser les services de contrôle et les juridictions	Recruter des inspecteurs et contrôleurs de travail	MFPTSS	MEF	2011 - 2015	PM	Nombre d'Inspecteurs et Contrôleurs recrutés	Documents de proclamation des Résultats des concours
	Rendre opérationnels les services provinciaux et communaux de l'Inspection du travail	MFPTSS	MEF, PTF, société civile	2011 - 2015	PM	Nombre de services opérationnalisés	Notes d'affectation du personnel
	Renforcer les actions de contrôle dans les secteurs d'activité à fort potentiel de PFTE	MFPTSS	PTF, société civile	2011 - 2015	135	Nombre de contrôles réalisés	Rapports de contrôle
	Organiser 5 rencontres (entre les inspecteurs du travail et les magistrats) pour harmoniser les points de vue sur l'interprétation des textes	MFPTSS	MJPDH, PTF	2011-2015	30	Nombre de rencontres organisées	Rapports des rencontres
	Reproduire et vulgariser le code de protection de l'enfant	MJPDH	MASSN, MJPDH, MFPTSS, PTF, société civile	2011-2015	15	Code adopté et diffusé	Document du Code, rapport de diffusion
Renforcer la dénonciation des cas	Réviser le code pénal du pays afin d'y intégrer tous les aspects de PFTE	MJPDH	MJPDH, MFPTSS, PTF, société civile	2011-2012	PM	Code est relu intégrant les aspects de PFTE	Document du code
	Contribuer au fonctionnement du numéro vert sur les violences faites sur les enfants	MASSN	MJPDH, PTF, MFPTSS, MATDS, MS, MPF, société civile	2011-2015	8	Numéro opérationnel	Rapports d'activités
	Assister les familles des victimes au plan juridique (Avocats ou juristes...)	MJPDH	MFPTSS, MASSN, MJPDH, MPF, société civile, PTF	2011 - 2015	90	Nombre de familles assistées	Délibérés

5.2. Domaine d'action n°2 : L'accessibilité des services de prise en charge des enfants victimes de PFTE

Objectif 2 : Améliorer l'accessibilité des services de prise en charge des enfants victimes de PFTE.

Activités principales	Sous-activités	Responsable	Partenaires	Chronogramme	Budget	Indicateurs	Source de vérification
Améliorer la couverture en structures de prise en charge des victimes de PFTE (centres d'accueil, centres de formations, etc.)	Former les acteurs en charge de la prévention, protection, en matière de lutte contre les PFTE	MEPTSS	MASSN, MIPDH, PTF, société civile	2011 ; 2014	78	Nombre de personnes formées	Rapport de formation
	Equiper 90 structures de prise en charge en moyens logistiques	MASSN	MEF, PTF, société civile	2011-2015	67,5	Nombre de structures équipées	Rapports
	Mettre en place des fonds spéciaux pour la prise en charge de 270 cas d'urgence	MASSN	PTF, MEF, société civile	2011-2015	45	Montants alloués	Rapports financiers
	Retirer les enfants des secteurs d'activités à fort potentiel de pires formes de travail des enfants	MEPTSS	MASSN, société civile	2011 - 2015	PM	Nombre d'enfants retirés	Rapports d'activités
Renforcer les actions de retrait et de prise en charge des enfants victimes de PFT	Concevoir un protocole de prise en charge des enfants victimes de PFTE	MASSN	Ministères concernés, PTF, société civile	2012	2	Protocole conçu	Document du protocole
	Assurer la prise en charge de 2 000 enfants victimes des PFTE	MASSN	PTF société civile	2011 - 2015	10	Nombre d'enfants pris en charge	Rapports d'activités

5.3. Domaine d'action n°3 : Education et formation professionnelle

Objectifs spécifiques 3.1 : Promouvoir la scolarisation des enfants, et particulièrement des filles

Activités principales	Sous-activités	Responsable	Partenaires	chronogramme	Budget	Indicateurs	Source de vérification
Mettre en place des mesures incitatives à la scolarisation (inscription et maintien à l'école) des enfants et particulièrement des filles	organiser 6 campagnes de sensibilisation sur le droit à l'éducation des enfants, le mariage précoce et les violences en milieu scolaire Réaliser 9 foyers endogènes d'hébergement par an dans les établissements secondaires des zones rurales Octroyer 90 subventions par an aux APE/AME et COGES pour des AGR	MENA	MPF, MASSN, MPFTSS, MESS, MJPDH, PTF, Société civile	2011 - 2015	180	Nombre de séances de sensibilisation réalisées	Rapports d'activités
		MENA	MESS, MPF, PTF, Société civile	2011 - 2015	225	Nombre de foyers réalisés	Rapports d'activités
		MENA	MESS, APE, AME, COGES, Collectivités territoriales, PTF, Société civile	2011 - 2015	450	Nombre d'APE/AME bénéficiaires de subventions	Rapports d'activités
	Soutenir la mise en place de 90 cantines scolaires endogènes par an	MENA	MESS, PTF, APE /AME/COGES Collectivités territoriales, Société civile	2011 - 2015	450	Nombre de cantines endogènes mis en place	Rapports d'activités
	Octroyer 1 000 kits et bourses scolaires par an aux enfants issus des ménages pauvres identifiés	MENA	MESS, PTF, APE /AME/COGES Collectivités territoriales, Société civile	2011 - 2015	150	Nombre d'enfants bénéficiaires de kits et de bourses scolaires	Rapports d'activités
Améliorer l'offre éducative dans les zones à faible couverture	Construire et équiper des infrastructures éducatives dans les zones à faible couverture	MENA	Collectivités territoriales, PTF, Société civile	2011 - 2015	PM	Nombre d'infrastructures construites et équipées	Rapports d'activités

géographique	Faire un plaidoyer à l'endroit des autorités pour la prise d'un décret d'application de loi d'orientation de l'éducation	MFPTSS	MJPDH, MASSN, MESS, Collectivités territoriales, PTF, Société civile	2012	2	Plaidoyer réalisé	Rapport d'activité
	Faire un plaidoyer à l'endroit des Ministères en charge de l'éducation pour l'application de la gratuité sur toute l'étendue du territoire	Société civile	MJPDH, MFPTSS, MESS, Collectivités territoriales, PTF, Société civile,	2011- 2015	PM	Plaidoyer réalisé	Rapport d'activité
	Vulgariser la loi d'orientation de l'Education	MENA	PTF, Collectivités territoriales, Société civile	2011	PM	Nombre d'activités réalisées	Rapport d'activité

Objectif 3.2 : Offrir une formation professionnelle de qualité au profit des enfants non scolarisés et déscolarisés

Activités principales	Sous-activités	Responsable	Partenaires	chronogramme	Budget	indicateurs	Source de vérification
Créer / renforcer les CEBNF au niveau de chaque commune rurale	Construire des CEBNF dans les communes rurales qui n'en disposent pas	MENA	PTF Société civile Collectivités territoriales,	2011 - 2015	PM	Nombre de CEBNF construits	Rapport d'activité
	Equiper les CEBNF par spécification des métiers	MENA	Collectivités territoriales, PTF Société civile	2011 - 2015	PM	Nombre de CEBNF équipés	Rapport d'activité
Accroître l'offre de formation professionnelle	Diffuser les résultats de l'étude sur les créneaux porteurs d'emplois au Burkina Faso	MJFPE	MFPTSS	2012	PM	Résultats d'étude actualisés et diffusés	Rapport de l'étude ; rapport d'activité
	Construire et équiper les centres de formation professionnelle	MJFPE	MASSN, PTF, Société civile, Collectivités territoriales.	2011 - 2015	PM	Nombre de centres de formation construits et équipés	Rapport d'activité

	Renforcer les capacités des centres de formations professionnelles existants	MJFPE	PTF, Société civile	2011 - 2015	PM	Nombre de centres ayant bénéficié d'un appui	Rapports d'activités
	Organiser les chefs d'ateliers de petits métiers en vue du placement des enfants en apprentissage	MJFPE	MASSN, PTF Société civile,	2011	PM	Nombre d'organisation de chefs d'atelier mis en place	Rapport d'activités
	Former les chefs d'ateliers de petits métiers en vue du placement des enfants en apprentissage	MJFPE	MASSN, PTF Société civile,	2011 - 2012	PM	Nombre de chefs d'atelier formés	Rapport de formation
	Accompagner les enfants formés dans leur insertion professionnelle	MJFPE	MENA ; MASSN ; Société civile	2011 - 2015	PM	Nombre d'enfants ayant bénéficié d'un accompagnement	Rapport d'activité

Objectif 3.3 : Valoriser la formation professionnelle dans les centres à travers la certification professionnelle¹

Activités principales	Sous-activités	Responsable	Partenaires	chronogramme	Budget	indicateurs	Source de vérification
Conférer un label aux centres de formation existant	Elaborer des programmes de formations avec certification qui seront validés par le MJFPE	MJFPE	MFPTSS, MPF, MASSN, PTF, Société civile	2011- 2012	PM	Nombre de programmes de formations validés	Rapports d'activité
	Identifier des centres de formation existants	MJFPE	MFPTSS, MASSN, PTF, Société civile	2011	PM	Nombre de centres de formation identifiés	Rapports d'activités
	Susciter la création de cadres de concertation des responsables des centres de formations	MJFPE	PTF, Société civile	2011- 2015	PM	Nombre de cadres de concertation mis en place	Rapports d'activités
	Délivrer des agréments aux centres de formations existants	MJFPE	-	2011- 2015	PM	Nombre d'agréments délivrés	Rapports d'activités
	Délivrer les autorisations d'ouverture aux centres de formations	MJFPE	-	2011- 2015	PM	Nombre d'autorisations délivrées	Rapports d'activités
	Former les chefs d'ateliers de petits métiers	MJFPE	Collectivités territoriales, PTF, Société civile	2011- 2012	PM	Nombre de chefs d'ateliers formés	Rapports de formations
	Organiser des examens de certification professionnelle pour les apprenants en fin de formation	MJFPE	-	2011- 2015	PM	Nombre de certifications réalisées	Rapports d'activités

¹ La certification sera un instrument de valorisation des formations faites à l'endroit de ces enfants non scolarisés ou déscolarisés, et pourrait leur conférer des métiers organisés juridiquement et les exposant moins aux PFTE.

5.4. Domaine d'action n°4 : Cadres de concertation

Objectif : Mettre en place des mécanismes institutionnels pour la coordination et la mise en œuvre du PAN

Activités principales	Sous-activités	Responsable	Partenaires	Chronogramme	Budget	Indicateurs	Source /moyen de Vérification
Mettre en place un organe de coordination et de suivi-évaluation du PAN de lutte contre les pires formes de travail des enfants	Créer un Comité National de coordination et de suivi-évaluation du PAN avec un Secrétariat Permanent Tenir des sessions semestrielles du comité national de coordination et de suivi-évaluation du PAN	MFPTSS	Ministères partenaires, PTF, société civile	2011 - 2012	PM	Comité créé	Décret de création
Dynamiser les cadres de concertation des acteurs œuvrant dans la lutte contre les PFTE au niveau provincial, régional et national (rencontres périodiques et échanges d'expériences)	Appuyer les cadres au niveau décentralisé dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur plan d'action de lutte contre les PFTE dans les 45 provinces Organiser des rencontres semestrielles de concertations, de bilan et de planification	MFPTSS	MATDS, PTF, société civile	2011 - 2015	112,5	Nombre de plans élaborés	Documents de plans
Mettre en place une stratégie de communication pour accompagner la mise en œuvre du PAN	Editer le PAN en 500 exemplaires Organiser 13 ateliers régionaux de diffusion du PAN Publier le PAN sur le site web du MFPTSS	MFPTSS	Ministères partenaires concernés, PTF, société civile PTF, société civile PTF, société civile	2011 2011 - 2012 2012	1,5 32,5 PM	Nombre de rencontres tenues PAN édité Nombre d'ateliers organisés PAN publié	Rapports Documents du PAN édité Rapports lien du document sur le site

Mettre en place et appliquer les différents outils de suivi et d'évaluation du PAN aux différents niveaux	Introduire les principaux axes stratégiques du PAN dans les modules de formation des acteurs dans la lutte contre les PTFE	MFPTSS	PTF, société civile	2012	PM	Axes stratégiques intégrés	Module de formation
	Elaborer un système de suivi/évaluation du PAN	MFPTSS	PTF, société civile	2012	2	Système de suivi élaboré	Document de suivi
	Organiser deux ateliers de formation des acteurs sur le système de suivi/évaluation du PAN	MFPTSS	PTF, société civile	2012	14	Nombre d'acteurs formés	Rapports de formation
	Doter les acteurs intervenants dans la lutte contre les PTFE d'outils types de suivi/évaluation du PAN	MFPTSS	PTF, société civile	2011 - 2015	15	Nombre d'acteurs outillés	Rapports d'activités
	Produire les rapports périodiques de suivi/évaluation du PAN	MFPTSS	PTF, société civile	2011 - 2015	PM	Nombre de rapports produits	Documents de rapports

5.5. Domaine d'action n°5 : Le renforcement des capacités des ménages vulnérables

Objectif : Réduire la vulnérabilité économique des ménages

Activités principales	Sous-activités	Responsable	Partenaires	Chronogramme	Budget	Indicateurs	Source /moyen de Vérification
Mettre à la disposition des acteurs une banque de données actualisée sur les ménages vulnérables dans les différentes localités	Tenir à jour une banque de données sur les ménages vulnérables	MASSN	INSD, MPF société civile, PTF, Collect. Territoriales	2011 - 2015	8	Banque de données mis à jour	Banque de données
Appuyer les ménages vulnérables pour le développement d'activités génératrices de revenus	Appuyer le montage des microprojets d'AGR au profit des ménages vulnérables	MASSN	MEF, MPF MPFTSS, société civile PTF, Collectivités territoriales	2011 - 2015	PM	Nombre de microprojets élaborés	Documents de projets
	Faciliter l'accès des ménages vulnérables aux microcrédits pour les AGR	MASSN	MEF, MPF, société civile PTF, Collectivités territoriales	2011 - 2015	PM	Nombre de ménages vulnérables bénéficiaires	Rapports
	Appuyer la réalisation des AGR des ménages vulnérables	MASSN	MEF, MPFTSS, société civile PTF, Collectivités territoriales	2011 - 2015	PM	Nombre d'AGR réalisées	Rapports d'activités
Améliorer les techniques de production des ménages vulnérables	Faciliter l'accès des ménages vulnérables aux intrants agricoles	MAH	MRA, société civile, PTF, Collectivités territoriales	2011 - 2015	PM	Nombre de ménages vulnérables bénéficiaires	Rapports
	Accompagner techniquement les ménages vulnérables dans leur production agricole	MAH	MRA, société civile, PTF, Collectivités territoriales	2011 - 2015	PM	Nombre de ménages vulnérables bénéficiaires	Rapports

5.6. Domaine d'action n°6 : Développement de la connaissance et des indicateurs sur le travail des enfants

Objectif : Accroître la connaissance et la disponibilité des données statistiques fiables sur la situation du travail des enfants au Burkina Faso

Activités principales	Sous-activités	Responsable	Partenaires	Chronogramme	Budget	Indicateurs	Source /moyen de Vérification
Améliorer les statistiques sur le travail des enfants	Mettre en place une base de données nationale désagregée par sexe sur le travail des enfants.	MFPTSS	MASSN, PTF, société civile	2012	30	Base de données disponible	Base de données
	Renforcer les compétences des acteurs chargés de la collecte des données	MFPTSS	PTF, société civile	2012	5	Nombre d'acteurs formés	Rapports
	Mettre les outils nécessaires à la disposition des acteurs de collecte et de traitement de données sur le travail des enfants	MFPTSS	PTF, société civile	2012	52	Outils disponibles	Supports
	Réaliser une Enquête nationale sur le travail des enfants	MFPTSS	MEF(INSRD), PTF	2012	PM	Enquête nationale réalisée	Documents d'enquêtes
	Vulgariser les résultats de l'ENTE	MFPTSS	MEF(INSRD), PTF	2012	19,5	Nombre d'activités	Rapports d'activités
Vulgariser les données sur le travail des enfants	Créer et animer un lien au niveau du site Web du MFPTSS avec des informations sur la situation des PTFE	MFPTSS	MASSN, MPF, MPPDH PTF, société civile	2011-2015	PM	Lien fonctionnel	Lien sur le site web

